

Mercure à la hausse

Par Simon Laquerre

Chronique parue dans le journal La Frontière du 16 octobre 2009

Cet automne, le climat est un dossier chaud! Confrontés aux changements climatiques, les pays du monde entier devront surmonter leurs divergences d'intérêts pour en arriver à un nouvel accord sur le climat au sommet de l'ONU de décembre, à Copenhague. Pour se préparer à cet important événement, le gouvernement du Québec tiendra bientôt une commission parlementaire en vue de fixer la cible de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) à atteindre en 2020.

Les changements climatiques sont l'affaire de tous et les régions doivent également faire leur part. Certaines municipalités ont d'ailleurs commencé à dresser l'inventaire de leurs émissions de GES afin de mieux cibler les actions à entreprendre pour les réduire. À court terme, tous les secteurs d'activités devront emboîter le pas et cesser de voir la lutte aux changements climatiques comme de l'argent gaspillé. De toute façon, Nicholas Stern, ancien vice-président de la Banque mondiale, a clairement démontré qu'il en coûterait beaucoup plus cher de remettre la lutte à plus tard. Ceux qui feront preuve de vision et qui sauront innover dans la réduction des émissions de GES ou dans les mesures d'adaptation aux changements climatiques auront donc à coup sûr une longueur d'avance dans le futur.

Le fiasco des FIER (Fonds d'intervention économique régionaux) fournit une belle occasion de revoir la mission de ce programme afin que de l'argent neuf soit investi dans les régions pour des projets innovateurs combinant lutte aux changements climatiques et développement régional. La transition vers une économie à faibles émissions de GES représente un défi colossal, mais aussi une occasion exceptionnelle pour les Québécois de se libérer de leur dépendance au pétrole et d'améliorer leur qualité de vie.